

06/11/2003

*SCIENCES  
PO  
GRENOBLE*

*ENTRETIEN AVEC BRUNO JOBERT*

*Mis en ligne en décembre 2008 | <http://www.histoire-iepg.fr>*

**Olivier Ihl: Je te propose de partir sur quelques questions biographiques. D'abord un mot sur ta venue au CERAT et ce que tu as fait avant. Quelques données sur ta famille, ton milieu d'origine...**

*Bruno Jobert: Mon père était prof d'histoire contemporaine, spécialiste de la Pologne. Il a fait le cours d'histoire contemporaine à Sciences Po Grenoble en même temps qu'André Latreille pendant un bon moment.*

*Je suis Grenoblois, Dauphinois d'origine. J'ai fait ma licence de droit-sciences économiques. À l'époque, elle se faisait en quatre ans avec une dominante science éco dans les deux dernières années. Et après, j'ai glissé vers la science politique. J'ai fait un DES avec Colliard sur les cabinets ministériels dans le Commonwealth. Et puis je suis tombé dans ces histoires d'aménagement du territoire tout à fait par hasard, parce que je cherchais un poste et Georges Lavau m'a proposé un poste sous contrat à Sciences Po Paris, contrat qu'il avait avec la DATAR pour faire une sorte de documentation à la demande, spécialisée à partir du fonds de la FNSP.*

**Tu avais quel âge ? 25 ans ?**

*25 ans. Et j'ai commencé à faire de la documentation là. Ca s'est joué à quinze jours près, parce que j'aurais pu aussi bien être assistant de droit public et de science politique à Lyon si ma réponse s'était faite avant. Donc je suis tombé là par hasard ! Ensuite je suis parti au Laos comme coopérant. Et au retour, Jean-Louis Quermonne avait récupéré ce contrat DATAR-Sciences Po, et était en train de monter un truc qui était un centre de documentation sur l'aménagement du territoire pour lequel il a recruté une vague de contractuels.*

**C'était en quelle année, précisément ?**

*1967. C'était Bolle qui suivait ça aussi. Pierre Bolle, l'historien.*

**Ta première année, tu l'as consacrée à quoi ici ?**

*La demande était de faire un annuaire de l'aménagement du territoire. Il y avait un travail extrêmement austère... En fait, on sélectionnait deux documentations, sélection de fiches à partir des fichiers. On partait de différents fichiers fournis par la FNSP pour faire une sélection de ce qui pourrait sans doute intéresser la DATAR, et la même chose à partir de listes d'ouvrages. De la documentation, quoi ! Je crois qu'en fait le CERAT a été marqué par le fait qu'à l'origine, on a fait faire de la documentation par des gens qui avaient plutôt une vocation de recherche.*

**Le nom de tes principaux collègues à l'époque ?**

*Il y avait Sylvie Biarez, Jean-Paul Zuanon... Pierre Saccoman, je ne suis pas sûr... C'était un peu plus tard. Je ne sais pas... Il faudrait regarder les annuaires.*

### **Donc des chercheurs finalement qui faisaient un travail de documentation...**

*Enfin, ce sont des gens qui étaient d'une autre filière d'études et qui ont été jetés dans tout ça. Donc il ne faut pas dire qu'ils étaient chercheurs parce qu'ils n'ont pas été formés à la recherche.*

*Le tournant qui a été pris, enfin pour moi en tout cas, ça a été le fait que la DATAR, ou le Commissariat au Plan, ont proposé au CERAT de faire un contrat sur les agences décentralisées de planification urbaine dans différents pays européens, c'est à dire savoir comment on organisait la planification urbaine. Et c'est à ce moment là qu'il y a une série de gens qui ont pu basculer dans la recherche, c'est à dire Jean-Paul Zuanon sur l'Italie, moi sur l'Allemagne; il y avait une Américaine à l'époque qui s'appelait Susan Schuman qui a fait l'Angleterre. Et si on pense que la recherche est une activité artisanale, notre maître artisan était Henri Coing. C'est un type remarquable.*

### **Qui est parti à Bordeaux après ?**

*Henri Coing non, il est à Paris maintenant. Il est à l'Institut d'urbanisme de Créteil. C'est l'auteur d'un des ouvrages de référence sur la rénovation urbaine. On a eu une première confrontation avec le métier de chercheur. De la manière dont on débrouille une question, dont on s'étonne sur des choses à travers un chercheur professionnel qui était sociologue.*

### **Tes rapports avec les profs à l'époque ? C'était de quel ordre et avec qui ?**

*A l'époque, moi je faisais une thèse avec Jean Leca à l'origine, qui concernait beaucoup plus les questions de développement, qui m'intéressaient plus. Moi je voulais faire une thèse sur les débats sur le développement à la CNUCED, thèse que j'ai été obligé d'abandonner au fur et à mesure que j'ai été coincé dans les politiques publiques et les contrats. Et je faisais une conférence de méthode sur le Tiers Monde avec Leca à l'époque. On a eu au moins un produit remarquable dans la période : Daniel Bach, qui est un des grands africanistes. J'avais envie de sortir de la documentation pour faire de la recherche. Mais la recherche que j'ai faite était très contrainte par les demandes, c'est à dire que c'était la planification urbaine, etc. Et donc on a eu ce tournant-là. Pour ce qui est des rapports avec les profs, on était dans une situation de contractuel, une situation tendue. Il y avait très peu de personnel fixe. Et donc, moi je me souviens, un jour ou l'autre, Quermonne disant : « Si ça continue comme ça, on va être obligé de licencier. On ne peut pas continuer... ». Donc on était dans la situation classique d'un bureau d'études. On finissait un contrat pour en chercher un autre.*

### **Tu te souviens de ton premier contrat ?**

*Ce contrat, c'était celui-là. C'était celui qui était avec Coing, et on a eu un renouvellement qu'on a fait seuls, la deuxième fois. Il y a eu deux contrats qui se sont enchaînés, et la deuxième fois j'étais plus ou moins responsable de la coordination. Coin avait laissé tomber la coordination du deuxième contrat.*

**Tu as eu des informations sur ce à quoi ça avait servi ? Des retours éventuellement ? Des retrouvailles sur ce contrat avec des gens avec qui tu avais travaillé à cette époque, sur ce contrat précise de la planification urbaine ?**

Non.

**D'accord. Donc ça, c'était l'entrée en matière. Politiquement, comment te situais-tu à l'époque ? Tu avais des idées précises ?**

Oui, bien sûr !

**Tu peux en dire un mot ?**

Moi, politiquement, j'étais marqué par deux trucs : premièrement, le sentiment que les adultes qui nous avaient précédés nous avaient trahis au moment de la guerre d'Algérie. Donc c'est ça l'événement fondateur, beaucoup plus que Mai 1968.

**En fait, Jean Leca ou Jean-Louis Quermonne revenaient d'Algérie eux-mêmes, où ils avaient été en poste à Alger.**

Quermonne, je ne suis pas sûr...

**Si, si. Quermonne entre 1952 et 1957.**

Jean Leca était d'Algérie. C'est lui qui l'a fait venir. Jean Leca y est venu parce qu'il était libéral et qu'il était menacé en Algérie. Jean-Louis Quermonne a été très actif en faveur dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Pendant la période de l'OAS il a été menacé et son logement était protégé par les étudiants. Il y a eu tout un côté... On a eu un temps étudiant...

**Une phalange qui protégeait les appartements...**

Entre autres ! Il y a des gens qui ont dormi là ; et puis quand j'étais étudiant, j'étais président de l'association des étudiants en droit, qui avait repris de hautes lutte à la droite; à l'initiative d'Étienne Lapassat, le future maire de Romans. Notamment Guy Névache, des gens comme ça.

**Ca, c'est le premier élément, la trahison sur l'Algérie.**

La trahison des adultes. Et le deuxième élément, le sentiment, l'expérience justement de l'Algérie, qu'il y avait une sorte de très grande résistance des grands appareils aux fluctuations de l'opinion. Et que donc ce n'était pas la peine de faire... J'ai fait le contraire de ce qu'ont fait pas mal de gens de ma génération, qui était de rentrer au PSU ou dans des organes minoritaires. Moi,

*j'ai essayé d'investir la SFIO de l'époque. J'ai fait le même calcul que Chevènement. C'était à peu près la même période.*

### **Le PSU, ou les GAM, ou... ?**

*Les GAM, j'ai été un des artisans du ralliement de militants du GAM (groupes d'action municipaux) de Grenoble au PS. Ensuite j'ai été au comité directeur du PS à l'époque d'Alain Savary, juste avant la prise de pouvoir de François Mitterrand d'Épinay. Et entre ce congrès qui était à Issy-les-Moulineaux et celui d'Épinay, j'étais au comité directeur avec pas mal de gens. Entre autres avec...Comment il s'appelle ? Le type qui a été ministre des Finances ? Pierre Bérégovoy. Et j'ai été en même temps un des artisans de la fabrication de la deuxième équipe municipale de Dubedout, la manip' étant d'organiser la prise de contrôle de la section du PS liée à la SFIO, qui était contrôlée par des vieux socialistes, grâce à une entrée importante de gens venant des GAM.*

### **Sur ce point encore, tes principaux amis à Grenoble, c'étaient des amis qui étaient dans la même situation professionnelle que toi, ou il y avait une discordance entre tes pratiques professionnelles et tes pratiques militantes ?**

*Il y avait un peu de tout... L'avantage, quand tu es dans un parti, c'est que tu découvres des milieux que tu n'aurais pas l'occasion de connaître.*

### **Bien sûr. C'est une ouverture sociale.**

*C'est une ouverture à d'autres gens, un peu comme le service militaire.*

### **Pour en revenir aux activités de recherche, tu te souviens des débats qui avaient cours à l'époque dans le labo ?**

*Ma vie politique, ça a quand même abouti au fait que j'étais dans la situation d'être un élu socialiste, social-démocrate, dans un labo à dominante gauchiste. Donc j'étais de toute façon marginal.*

### **Tu en as beaucoup souffert de ça ?**

*Non...Enfin, ce n'était pas très agréable !*

### **Oui, j'imagine ! Surtout dans l'ambiance de l'époque !**

*Bof...Au moins, c'était une ambiance plus vivante que maintenant ! Il y avait des gens...J'avais des amis comme Etienne-Jean Lapassat, qui est devenu cadre à Romans et qui était un très bon copain. Il y avait Pierre Blanc-Gonnet. C'est un type qui a été assistant, qui a fait quelques papiers.*

### **Et cette expérience politique d'élu, elle a duré jusqu'à quand ?**

*Elle a duré jusqu'à la fin de mon mandat, de 1971 à 1977. J'ai fait un papier sur les élus des grandes villes, qui est assez intéressant parce que... Michèle Sellier – tu connais ? – c'est une amie qui avait fait sa thèse sur les GAM ; je l'avais connue comme ça, elle la faisait avec Jean-Pierre Cot je crois, et qui a été élue adjointe au maire d'Amiens. Et alors on s'est amusé pour un colloque qu'avait monté François d'Arcy à croiser nos expériences, pour à la fois restituer de façon intellectuelle ce qu'on avait fait, et en même temps en rendant anonymes les choses. Le titre, à l'origine, c'était « Le cabinet occulte du maire ». Expliquer que la structure du pouvoir dans une mairie ne correspondait pas à la structure... Et puis Lavau trouvait que c'était trop polémique. Il a fait un truc sur l'innovation dans les villes.*

### **C'est le mot qu'il avait utilisé ? Il trouvait ça trop « polémique » ?**

*Ben, il n'a pas aimé ! Donc on a pris ça. Un des trucs qu'on avait montré à partir de l'expérience d'Amiens, c'était comment les chefs de cabinet essayaient de s'ancrer dans la structure municipale par exemple en devant secrétaire général. Et ça c'était le cas d'Amiens. Et pendant le colloque, j'ai vu mes chers collègues de la mairie venir en disant : « Mais comment ? Tu as fouillé dans nos papiers ! Comment tu savais que Lalande voulait devenir secrétaire général ? » Et cætera. Donc on a eu une sorte de confirmation de la pertinence de nos hypothèses. Ce papier, c'est un papier qui reste cité. J'ai valorisé mon expérience de cette manière.*

### **Donc en 1977, tu arrêtes ?**

*Non, j'ai arrêté avant. À partir du moment où j'ai choisi de rentrer au CNRS, en 1973, il était absolument évident qu'il fallait choisir entre être politicien professionnel ou chercheur professionnel. C'était totalement incompatible. Et une des choses que j'ai vues avec un goût amer, c'est que la professionnalisation de la politique dans la mairie n'était pas un vain mot. Que donc au bout d'un moment, on s'épuisait à suivre des réunions... Donc je me suis arrêté là et j'ai quitté le PS. De toute façon après Epinay, j'étais un peu dégoûté. Je n'ai jamais eu confiance en Mitterrand.*

**Tu en as vu d'autres qui n'ont pas fait ce choix, qui ont décidé de rester dans la carrière politique tout en étant universitaires ? A Lyon, à Paris ?**

*Il y a des gens comme Jean-Pierre Cot... Mais finalement, ils ont été rejetés à un moment ou à un autre. Un ami que j'aimais beaucoup en comité directeur, qui s'appelait Dominique Taddéi, qui était un économiste brillant et un des pères de la RTT dans les années 1980. Lui aussi est parti à un moment donné. Il a fait la réforme, ou je ne sais quoi, de la Caisse des dépôts. Un des traits caractéristiques de la situation française, c'est que, contrairement à l'Italie, au Brésil, aux Etats-Unis, ce n'est pas une République des professeurs. Les professeurs ne sont pas des gens importants, enfin, qui occupent le devant de la scène dans le personnel politique dirigeant.*

**Donc à partir de 1973 et de ton entrée au CNRS, tu sens que la carrière politique, il va falloir mettre une croix dessus.**

*Oui, et puis j'ai évalué que je n'avais pas les capacités d'encaissement nerveux pour le faire. Je me suis rendu compte que le métier politique, c'est quand même assez difficile.*

**Entre ton entrée dans cette structure spécialisée sur la planification urbaine, l'aménagement du territoire, et 1973 ton entrée au CNRS, il y a du déjà y avoir des changements sur les thèmes scientifiques débattus, les collègues de travail, les activités qui avaient cours au sein du CERAT. Tu as déjà vu des changements à ce moment-là ?**

*Après ce contrat sur la planification urbaine, on est arrivé à avoir des contacts qui étaient liés au Commissariat au Plan, passés à Yves Barel et Lucien Nizard. Et notamment, il y a eu un des trucs sur lesquels je me suis fait suer abominablement, c'est autour d'un contrat absolument gigantesque qui avait été obtenu par Barrel et Nizard, qui se proposaient de donner une base théorique, une modélisation sur laquelle seraient assis les indicateurs sociaux. Parce que c'était l'époque où Delors, puis Jacques Fournier étaient au Commissariat au Plan ; la personne importante qui avait monté cette affaire-là, c'était Henri de Lapparent, qui est à mon avis la plus intéressante. Ils avaient dit que, si on voulait contrebalancer le poids de la modélisation économique (dont on voyait bien, après 1968, la nécessité) il fallait une modélisation sociale. Donc ils ont trouvé des universitaires assez fous pour leur proposer des théories pertinentes du changement social. C'était la grande période d'Yves Barel, où il a découvert les systèmes, la théorie des systèmes. Moi j'ai eu une sorte de formation accélérée. Yves Barel m'avait dit : « Il faut que dans six mois tu m'aies fait un compte-rendu de toutes les théories du changement social. » J'ai beaucoup travaillé, appris beaucoup de choses. Et en même temps, c'étaient quand même des maîtres à penser, des figures importantes. Donc on ne perdait pas son temps. Il y avait ça, cette ouverture. Et puis j'avais fait avec un collègue – là, j'étais sorti de la politique urbaine – un travail en partie avec un apprenti jésuite qui s'appelle Bruno Revesz. Il y a eu un moment où toute une série de gens, qui étaient des apprentis jésuites de Fourvière, faisaient en parallèle des études de science politique. L'un des premiers, c'était Coing. Revesz aussi. Mais il y en a eu d'autres comme Ignacy de Aguirre, qui est prof maintenant à Bilbao. C'étaient des gens qui*

mettaient toute leur énergie et leur savoir-faire pour découvrir un certain nombre d'études. C'étaient des gens vraiment intéressants, des grosses personnalités.

### **C'est très peu connu, cet aspect-là.**

Il y en avait trois ou quatre. Je ne sais pas si Alain Jeantet n'était pas jésuite lui aussi. Un des seuls qui soit resté jésuite, c'était mon collègue Bruno Revesz, qui est parti au Pérou dans un centre de recherche-action. Lui, c'était un type intelligent qui m'a servi de tampon, par rapport au milieu gauchiste. Dans la mesure où je travaillais avec lui, j'étais un peu protégé.

### **Avec ces milieux gauchistes, tu as eu des heurts particuliers ? Tu te souviens encore ?**

Petits, oui. J'étais tellement extérieur à leur logique politique que j'ai eu des histoires au moment où la mairie a licencié la femme d'un des types à la Maison de la Promotion Sociale, Guy du Bois Béranger. C'était une position un peu difficile. Et puis juste avant de passer au CNRS, j'ai eu un très gros contrat sur des problèmes urbains, que j'ai sous-traité à Claude Gilbert qui était un élève de d'Arcy. C'est moi qui l'ai recruté. Au bout de six mois, je lui ai demandé de faire le point sur ce qu'il avait fait, et là mes collègues gauchistes ont eu des mots « gentils » pour me dire que je faisais le petit patron. J'étais trop en dehors du milieu... J'ai gardé de mon expérience politique le fait que j'ai moins peur des affrontements. Les affrontements ne me font pas peur, alors que je crois que les universitaires ont peur de l'affrontement. C'est une des choses d'ailleurs qui s'est répercutée au moment où j'étais directeur. Les gens ne savent pas comment dire les choses de façon frontale, nette. Admettre qu'on est en conflit et en désaccord, c'est des choses qui paraissent abominables dans ce milieu qui est frileux. Donc dans mes points d'appui il y avait Barrel, le mouvement des indicateurs sociaux qui a abouti à des séries de choses : un livre de Barrel sur la reproduction sociale, des petits papiers qu'on avait fait sur les approches des représentations sociales et des représentations économiques. Et moi, ça a abouti à ce que j'ai embrayé après sur un contrat avec Nizard. Nizard avait un autre gros contrat qui était sur les approches de l'Etat, et sur lequel j'ai fait un volet planification sociale. Et c'était après le gros contrat Nizard sur la planification en général.

### **Vous aviez des débats sur le contrat comme type d'exercice intellectuel et scientifique ?**

Pas du tout. Tout le problème était de dire : « Quand est-ce qu'on pourra faire de la recherche tranquillement ? », et puis c'est tout.

### **Il n'y avait pas de questions particulières qui se posaient ?**

Non, sinon que le souhait était généralisé de pouvoir sortir de ce système-là. Je ne crois pas qu'il y ait d'exemple... Il y a eu des exemples en France de gens qui ont voulu rester sur le système du

contrat au moment de la grande intégration dans le groupe Recherches. C'est le groupe autour de Gilles Deleuze. C'est un groupe de gens – le CERFI – qui ont refusé l'intégration en disant que c'était une domestication. Ils ont été une exception. Ce qu'on peut dire à l'époque, car tout n'est pas négatif, c'est que le contrat a permis à des jeunes chercheurs de négocier directement avec des administrations une partie de leur survie. Je me souviens des cas, quand j'ai proposé ce contrat assez lourd, le directeur de l'époque m'avait dit : « Si vous voulez, je le signe à votre place. » J'ai dit non. Et le contrat est passé quand même. Ce qu'il faut comprendre à mon avis, c'est le climat des années 1968-70, c'est-à-dire que quand tu discutais avec des gestionnaires de contrat, c'était qu'ils étaient traumatisés par l'idée qu'il y avait eu cette espèce d'explosion, d'ébullition non prévue de Mai 1968, puis après ça il y a eu le choc pétrolier, les ayatollahs... Donc ils se rendaient compte qu'il y avait une série d'événements qui étaient difficilement intégrables dans les catégories de modélisation qu'ils avaient. Leur idée, c'était de dire qu'il fallait trouver des têtes chercheuses, quelquefois un peu tordues, mais qui soient des capteurs de ces ébullitions nouvelles. Et c'est ça qui explique les alliances qui paraissaient quelquefois un peu bizarres entre les technocrates parisiens et des équipes gauchistes. Y compris la manière dont les équipes gauchistes ont été financées à Grenoble, alors qu'elles étaient dans une position d'hostilité militante à la mairie. Je me souviens d'un entretien avec un des gestionnaires de ces grands programmes de recherche qui disait qu'il y avait 90% de recherche calibrée et 10% de « danseuses », d'investissement à risque.

**Il y a ici une rationalité assez paradoxale par rapport au positionnement politique.**

Mais pas du tout ! Parce que si vraiment leur problème c'était de conjurer un certain nombre de risques d'explosion, ça ne se faisait qu'en allant chercher ailleurs que dans la recherche standard.

**Mais du point de vue des chercheurs qui étaient dans un discours anti-Etat, se faisant financer par l'Etat ou quelques grandes administrations, c'était tout de même assez curieux.**

Oui. Et ceux qui ont pris ça au sérieux ont fini par démissionner du CERAT. C'était le cas de Christian Mingasson et de sa femme Danielle, qui avaient tous les deux des postes FNSP tranquilles (ou à l'IREP), et qui auraient pu rester, être maîtres de conférences. Il y a des gens qui ont démissionné de postes publics quand ils n'ont plus cru à la recherche. Il faut voir là-dessus l'intro du dernier rapport sur Bourg-en-Bresse. Il y a des choses immortelles : des citations de Brecht sur « les mots peuvent vous tuer », etc.

**A l'époque, qu'est-ce qui caractérisait Grenoble si on compare la place à Bordeaux, à Paris ? Du point de vue politique, intellectuel dans ces années 1969-75 ? Est-ce qu'il y avait par exemple les mêmes problèmes à Bordeaux, au CERVEL ? Ou à Paris ? Tu as évoqué deux ou trois éléments de ton réseau...**

Le troisième volet qu'on avait eu qui était intéressant, ça a été une coopération forte avec le CSO, dans lequel là aussi il y a eu un contrat qui a joué un rôle important, qui a été un contrat financé par la DATAR sur l'aspect « prospective du politique ». Dans lequel il y avait Jean-Pierre Worms, Pierre Grémion, Jean Leca, Lucien Nizard. Et moi j'étais chargé de faire les comptes-rendus. Donc là aussi, ça m'a formé. C'est fou ce que j'ai été formé !

**Ce n'était pas par n'importe qui en plus !**

C'est vrai que c'était un gros travail. C'est un truc qui nous a beaucoup servi, à la fois à voir comment on se distinguait, à voir jusqu'où on se rapprochait. C'était intéressant, je crois. On avait beaucoup plus de choses à voir avec Grémion et Worms qu'avec la science administrative classique à la Langrod.

**Et sur le plan international, tu avais des contacts ? Tu te déplaçais ? Tu connaissais un certain nombre de gens ?**

Ma thèse, elle s'est faite car je savais l'allemand, et que j'avais fait un truc comparatif dès le début sur la planification urbaine dans différents pays européens. Et puis ça s'est prolongé avec une entreprise comparative qui était gérée par Jack Hayward sur la planification en Europe, qui a donné lieu à un bouquin en 1975 dans lequel j'ai fait la partie urbaine avec d'Arcy.

**Tu as connu Vincent Wright ?**

Oui, bien sûr.

**Quels avaient été tes rapports avec lui ?**

A l'époque, pas grand-chose. J'avais essayé de le mobiliser mais il était déjà trop vedette, et trop pris. A cette époque-là, c'était Hayward qui était quand même le gros intermédiaire.

**Ta spécialisation et ta connaissance de l'Allemagne t'ont permis de faire le saut. Et tu te rendais fréquemment en Allemagne ? Tu avais un réseau privilégié ?**

J'avais un contrat, et j'ai fait une série d'enquêtes sur Stuttgart, la planification, et j'ai fini par en sortir une thèse. Qui n'était pas du tout sur le sujet sur lequel j'aurais voulu la faire.

### **Tu en as éprouvé des regrets après ?**

Bien sûr, oui. Beaucoup ! J'en ai toujours. J'ai passé ma vie à vouloir faire quelque chose qui tire du côté des phénomènes de politique générale, travailler à partir d'action publique. L'action publique ne m'intéresse que s'il y a une petite dimension politique, autrement pas du tout. Donc j'ai toujours été tiré là-dessus. Peut-être que le fait d'avoir cette tension, ça peut être productif...

### **Après 1975, avec ton entrée au CNRS ?**

J'y suis rentré en 1973. Donc là, j'ai laissé tomber. Il y a une scène qui était assez drôle du point de vue des contrats, c'est que j'ai informé le type avec qui j'avais fait ce gros contrat sur les politiques scientifiques et la croissance urbaine que ça ne m'intéressait plus, que j'étais au CNRS et que je confiais le gros travail à Claude Gilbert. Il m'a fait une véritable scène de jalousie, scène de la trahison. Donc j'ai travaillé après ça. C'est là qu'on a commencé à former une équipe avec Lucien Nizard, Monika Steffen qui commençait à arriver dans le circuit, il y avait Pierre Müller. Il y avait un petit groupe de travail qui se formait autour de Lucien Nizard sur la sociologie de l'Etat, qui a été financé par le Plan. J'ai été nommé à la Fondation, et j'ai quand même préféré aller au CNRS parce que je me suis présenté comme candidat et je suis passé. Parce que je voulais être libre de mes mouvements. Alors que la Fondation était très ancrée dans un labo.

### **En même temps, ce sont les années où le CERAT se développe, recrute. Comment tu observes les choses ?**

Je crois qu'il y a eu un gonflement en accordéon sur des postes contractuels, sans procédure sérieuse de recrutement, et qui ont abouti à mon avis à un des grands désastres de la politique scientifique, c'est que pour calmer les esprits en 1975, on a intégré tout le monde, sans prendre aucune procédure d'évaluation des chercheurs. Et ensuite on a eu des années maigres de non recrutement, c'est-à-dire qu'il y a des générations sacrifiées de jeunes chercheurs qui n'ont pas pu être recrutés à cause de ça. Et ça, c'était à mon avis très dommageable...

### **Oui, une sorte de politique de recrutement en accordéon...**

Tu regarderas les courbes de nominations au CERAT, tu verras, il n'y a plus personne après 1975.

### **Et ça dure jusqu'à... ? Avant de voir de nouveaux recrutements ?**

Il y a eu Monika Steffen peut-être, puis Bruno Cautrès...

**Cautrès ? Ah oui, ça dure longtemps alors. Tu vois d'autres changements dans la vie du labo dans ces années-là, au début des années 1980 ?**

De toute façon, l'autre élément, c'étaient tous les gens qui tournaient autour de Frédéric Bon. Arrivé en 1977. Bon s'est vu chargé de la tâche de remonter l'école doctorale. Là, je pense qu'il y a eu une période où, du point de vue de la contribution des chercheurs à l'enseignement, on a été très vite impliqué là-dedans.

**Tu as eu des rapports particuliers avec Frédéric Bon ?**

On se connaissait depuis longtemps.

**Ca remontait à quand ?**

Je l'ai connu quand j'étais à la Fondation, et je l'ai même connu quand j'étais militant étudiant et que lui l'était aussi. Avant de se faire virer.

**Vous vous êtes donc retrouvés bien après. Vous n'aviez pas d'atomes crochus à ce moment-là ?**

Il est rentré dans une période très scientifique. Le fait qu'il ait pu être viré brutalement d'un congrès politique comme je l'avais vu faire par des gens qu'il pensait nuls l'a conduit à surévaluer l'importance du langage : je crois qu'il n'a jamais digéré le fait de ne pas avoir été compris. C'était un drame personnel énorme. Ça l'a poussé à faire des études un peu structuralistes de la langue. Pour essayer de comprendre pourquoi il n'a jamais été compris ! C'est un sentiment que le discours a une sorte d'efficacité propre. Donc il est parti sur cette idée d'anthropologie structurale.

**Donc il y a tout ce groupe. Et quand il remonte l'école doctorale, le DEA, là aussi il remonte des programmes de recherche avec lesquels tu te sens en accointance ?**

Non, car ils étaient très sociologie électorale. Il y avait des gens comme Hugues Lagrange avec qui on a discuté un peu, mais c'était un peu plus tard, en 1983.

**Cette arrivée thématique, elle suscite des tensions au sein du labo ?**

Non.

### **Non ? C'est une intégration incrémentale, une couche supplémentaire, point ?**

*Tant qu'on a été des gens qui étaient de très haut niveau pour la compréhension des dimensions quantitatives des questions sociales, le problème du dialogue avec des gens qui appliquaient d'autres méthodes ne s'est pas posé. Ils savaient bien qu'ils ne pouvaient pas tout faire. Et je pense qu'il y a eu une sorte de dérive empiriciste qui a fait qu'il est arrivé un moment où un certain nombre de gens, peut-être moins compétents que leurs formateurs, ont fini par dire qu'il n'y avait que les méthodes quantitatives pour être scientifiques. Et à ce moment-là, il y a eu effectivement des tensions. Je crois que la mort de Bon a été un événement tout à fait capital là-dedans. Parce que lui faisait le lien.*

### **Une sorte de tampon d'une certaine manière...**

*Non, il faisait le lien. Il parlait à tout le monde. Des gens comme Lagrange et Bon étaient des gens qui parcouraient les différentes facettes des disciplines des sciences sociales et ne se sentaient pas dans une position surplombante par rapport aux autres. Ils étaient au même niveau. On discutait, quoi !*

### **Ce qui changera par la suite... Autre observation sur le début de ces années 1980 dans le labo, de choses importantes que tu vois ?**

*Il y a un truc qui est assez caractéristique : il y a eu l'arrivée de François d'Arcy, des élèves de d'Arcy, qui ont finalement d'une certaine manière, pour moi, réintroduit la tradition CSO dans la science politique. Parce que d'Arcy était formé par le CSO. Donc pour moi, c'est la continuation du CSO à Grenoble d'une certaine manière. Un peu en contrepoint d'une tradition qui avait une visée plus politique, qui était celle de Nizard. Comme Nizard était en train de devenir un peu fou, d'Arcy a géré des conflits extrêmement difficiles. Ça a été très violent, très tendu. Parce qu'à un moment, Nizard était directeur de l'équipe de recherche associée au CNRS, et d'Arcy directeur du CERAT. Deux directions qui se superposaient, concurrentes. Il y a eu des problèmes de gestion un peu légère de la part de Nizard, ce qui fait qu'il y a eu un double traumatisme à la fin des années 1980 : le traumatisme de la transformation des débats scientifiques en injures sectaires à travers la période gauchiste – je me souviens très bien les gauchistes disant à Kukawka le jour où il est parti au parti communiste : « Toi, on ne te parlera plus. » – Il y a eu des procès gauchistes... En même temps une gestion plus qu'aventureuse de la part de Nizard... Je pense que le Cour des Comptes a très bien fait de remonter aux comptes de d'Arcy et pas en arrière, parce que les choses se seraient passées autrement ! Le résultat, ça a été une sorte de « glaciation » des années 1980. Après la mort Frédéric Bon en 1987 ; ses héritiers ne pensaient qu'à une chose : sortir du CERAT. D'Arcy a eu un très bon rôle d'administrateur pour remettre cette institution sur les rails, qui en avait vraiment besoin au point de vue gestion. Mais en même temps, la joie de discuter était en train de s'effiloche : c'est l'époque où je suis parti en Inde. J'en avais vraiment marre !*

### **Tu pars en quelle année précisément ?**

1979-1980.

### **Et tu restes ?**

Un an. Pour moi, c'étaient des regrets exotiques qui sont revenus régulièrement.

### **Le Laos, l'Inde ?**

Je suis allé en Inde parce que je ne pouvais pas aller au Laos. C'était la guerre. Et après ça, je suis revenu en Inde régulièrement. Une fois tous les deux ans à peu près, quelques mois par-ci, par là.

### **Tu as eu d'autres pays qui t'ont aussi fortement marqué que l'Inde ?**

Il n'y en a aucun sur lequel j'ai autant travaillé. Il y a l'Allemagne, sur laquelle j'ai pas mal travaillé. Là, on en revient plutôt à la période où j'ai géré le CERAT. J'avais monté aussi des réseaux vis-à-vis de l'Amérique Latine.

### **Les premiers, c'est en quelle année ?**

Les premiers réseaux pour l'Amérique Latine, on avait eu un accord avec l'Université de Campinas. C'était au 1<sup>er</sup> janvier 1986. C'était un truc en cogestion avec les milices terrestres, etc. Et plusieurs personnes sont venues en long séjour en France, notamment une Brésilienne : Maria-Elena Guimares de Castro, qui a eu un rôle très important sous Cardoso, où elle a eu un poste de direction de l'enseignement au niveau fédéral. D'Arcy avait monté des choses avant avec l'Espagne ; Claude Gilbert avait fait faire quelques échanges avec le Mexique ; il y a un certain nombre de chercheurs qui, dans la foulée de mon voyage en Inde, ont fait des missions en Inde, et réciproquement on a eu un chercheur indien qui est venu à Grenoble.

### **Au 1<sup>er</sup> janvier 1986, tu deviens directeur du CERAT. Qu'est-ce qui te fait entrer dans cette fonction ?**

Je voulais être directeur de recherche au CNRS, tout simplement. Je n'avais pas tellement le choix : ça faisait partie du curriculum un peu obligé. J'étais passé juste plusieurs fois à côté de la nomination comme directeur de recherches au CNRS : c'était le petit dé clic.

*Ca te laisse quelle impression, ce mandat de directeur, maintenant, avec le recul ? Au-delà de l'obligation professionnelle, tu en tires aussi certains éléments personnels et sur le fonctionnement du labo, sur ce qui va, ce qui ne va pas, les problèmes structurels...*

*Le problème, c'est une fonction qui est ingrate dans la mesure où tu es directeur d'une institution dont tu ne recrutes pas les membres. Ou alors tu peux le faire simplement à la marge, ce que j'avais fait, en substituant au recrutement CNRS une forte entrée d'enseignants chercheurs. J'ai fait entrer le maximum de gens : Maurice Croizat, Jean-Pierre Bernard, Gilles Pollet, Jean Marcou... Ma tactique, ça a été d'ouvrir au maximum les portes aux enseignants ; et puis en même temps, dans la mesure où tu ne pouvais pas avoir de politique scientifique, où tu ne choisissais pas vraiment tes interlocuteurs, la seule chose que tu pouvais faire, c'est donner un peu plus d'attention et éventuellement de ressources à ceux qui te paraissent prometteurs. Donc les premiers travaux de Labbé sur la désyndicalisation ont été publiés dans les Cahiers du CERAT, une collection que j'avais montée, et qui servait de prépublication. Donc un directeur ne peut pas être un entrepreneur : il doit accueillir au mieux les gens dont il pense qu'ils sont bons. Il n'y a pas moyen d'impulser un thème qui vous est proche. Pas vraiment.*

*C'est là qu'il a commencé à y avoir des querelles. Car moi j'avais fait passer le message que, étant nommé par le CNRS, je voulais faire en sorte que le CERAT s'adapte aux normes de la publication, et de la publication internationale si possible. Là-dessus, j'ai été mal vu. Il y a des gens qui disaient qu'il n'y avait pas qu'une forme d'exercice de la fonction de chercheur, qu'on pouvait être soit du côté de la valorisation, soit du côté de la publication, jusqu'au moment où j'ai fait faire au printemps 1988, sur la base des rapports des chercheurs, un tableau statistique des publications de tous les chercheurs sur dix ans, que j'ai présenté aux chercheurs de façon anonyme pour qu'ils ne puissent pas se reconnaître. Et bien, ce qui ressortait de façon absolument claire, c'est que c'étaient les chercheurs qui étaient le plus évalués, c'est-à-dire les chercheurs CNRS, qui publiaient le plus. La Fondation était mal évaluée à l'époque : ils publiaient moins. Et les types qui étaient sur des postes ITA-chercheurs ne publiaient presque plus. Il n'y avait pas d'exception à la règle. C'est là que les gens qui disaient qu'on avait le choix entre publier et valoriser étaient dans l'erreur : c'étaient les mêmes qui publiaient beaucoup dans les revues scientifiques et qui faisaient de la valorisation. Donc il n'y avait pas du tout cet antagonisme qui est toujours très répandu auprès d'un certain nombre de collègues. Et un des meilleurs indicateurs que j'avais vu de l'activité des chercheurs, à quelques exceptions près, c'était de savoir qui commandait des livres. Il y avait aussi une statistique absolument nette entre le nombre de livres qu'on faisait acheter au fonds et l'activité scientifique tout court. Avec assez peu d'exceptions. J'avais essayé de faire des petits trucs comme ça pour donner un message d'ajustement par rapport à des normes internationales. Et puis j'avais fait le choix de pousser une politique active de l'offre en matière comparative. J'ai fait acheter sur les fonds de Sciences Po systématiquement toutes les grandes revues scientifiques de science politique et de sociologie des cinq grands pays européens. Parce qu'au début, ils disaient : « On ne peut pas les acheter. Personne ne les lit. Où va le monde ? » J'ai dit : « Ca ne fait rien ; On commence comme ça. » Effectivement quand j'étais directeur, il y a des gens qui ont tout à fait compris le message, comme Monika Steffen, car elle était tout à fait formée là-dessus. Mais... Il y a eu finalement une*

sorte de basculement sur les études comparatives européennes qui s'est fait à cette époque-là. Là, c'est un peu le genre de choses qu'on peut faire comme directeur. Mais c'est limité, d'autant plus que je n'ai jamais été représentant à la Commission pendant que j'étais membre de la direction. Tant que Bon était là, avec la proximité qu'il avait avec les organismes CNRS, il était beaucoup plus directeur que le directeur. Ensuite, il y a eu d'autres gens qui représentaient le CERAT à la Commission, qui monopolisaient un certain nombre d'informations dans les deux sens, à la fois pour faire courir des rumeurs et pour tenter des choses. Ce n'était pas forcément très commode non plus. Ce qui a été intéressant, c'est qu'on a pu amener du monde, le fait aussi qu'on ait pu avoir ces réseaux internationaux qui se montaient. J'ai pas mal joué aussi sur le fait d'inviter toute une série de chercheurs étrangers pour des petits séminaires. Je pense à Suzanne Berger qui est passée plusieurs fois, des gens comme ça... Des réussites. J'ai voulu faire venir Alain Caillé au début de ses premiers papiers : il y avait eu des séances où des gens avaient voulu le mettre en accusation, comme quoi ce n'était pas un vrai sociologue. C'était atroce !

On joue sur des choses à la marge : on ne recrute pas les enseignants, on peut éventuellement en trouver. Et il y a eu un moment où le groupe quantitativiste a voulu s'autonomiser. Tant que d'Arcy et moi étions là, on était d'accord pour dire non, qu'il valait mieux qu'un labo de province soit pluridisciplinaire. Et puis finalement, ils l'ont obtenu à l'arraché après, quand Saez était là. Mais je ne sais pas pourquoi.

#### **Il a lâché, lui, sur ce point. Tu finis ton mandat en 1990-91. Et après ?**

Non, je n'ai pas fini mon mandat. Comme j'étais très contesté, j'ai tenu à être renouvelé par la Commission du CNRS, puis à démissionner. Comme il y avait eu des bruits... Le CNRS, ils ont un esprit qui est à peu près aussi malin que celui d'un gouvernement vis-à-vis des préfets... Si ça ne bouge pas, si ça ne grogne pas, c'est un bon labo avec des dossiers bien vissés, bien cadrés, des axes qui ne mènent nulle part... C'est propre, ça ne fait pas de bruit : c'est bien. Et moi, ce n'était pas tout à fait mon esprit. J'ai mis le doigt sur des trucs qui faisaient mal, en termes de « qui produisait, qui ne produisait pas ».

#### **Les techniques d'objectivation dont tu parlais tout à l'heure, j'imagine que ça a du laisser des traces. Trop de lumière, ça brûle.**

Pourtant, c'était anonyme.

#### **Oui, mais je pense que beaucoup ont pu se reconnaître.**

Des gens se sont vus avec des 0,1 article par an. 0,5 toutes catégories confondues. Ça a laissé des traces ! En même temps, j'ai fait un effort pour accueillir des éléments... J'ai accueilli les éléments les plus sains de l'équipe de Barel, quand l'équipe a été dissoute, et je me suis débrouillé à rendre intégrable le GETUR. Parce qu'ils étaient intégrés, mais ils avaient recruté un contractuel qui était Philippe Warin. Alors je me suis débrouillé à lui trouver une bourse de recherche à l'ENTPE

via l'Ecole des Mines. Comme ça il a été boursier, et à partir de ce moment-là le groupe a pu être intégré au CERAT. Donc il y avait une double intégration. Après ça, c'est reparti dans l'autre sens. La seule chose sur laquelle on a du pouvoir, enfin, une influence, c'est sur le fonctionnement de la machine technique. Donc j'ai passé beaucoup de temps à faire que leurs conditions de logement, le passage à l'informatique se passent bien.

### **Oui, parce qu'en même temps, ce sont les grandes années de l'informatisation.**

C'étaient des cirques ! Là, j'étais en conflit avec Bernard Bouhet parce qu'un certain jour, il y avait une secrétaire qui avait voulu sortir un texte, et en fait il y avait eu tellement de manipulations sur le micro qui servait à tout le monde qu'elle s'est retrouvée avec des textes mélangés : il y avait un morceau de rapport de Lagrange avec un morceau d'autre chose... C'était la catastrophe ! Alors les filles étaient crevées. Et puis en même temps, les gens de l'équipe Bernard Bouhet disaient : « Nous, on ne touche jamais à ce micro, on vous rend service en l'entretenant. » Alors ça m'a tellement énervé que j'ai fini par demander une expertise au CNRS. Il y a une informaticienne qui est venue et qui a montré ce qui était l'évidence pour n'importe qui savait l'informatique : ce serveur micro servait à 90% aux études quantitatives et les secrétaires se branchaient dessus, donc ça créait des perturbations. Ça m'a valu aussi des haines épouvantables, ça ! Parce que je les ai pris en flagrant délit...

### **Oui, on n'aime pas se faire prendre la main dans le sac.**

C'est un peu gênant. Mais là, j'avais le souci de voir que mes secrétaires ne s'en sortaient plus.

### **Et lorsque tu abandonnes la direction en 1990-91 ?**

J'avais parlé de tous ces problèmes-là à la direction. J'ai pris rendez-vous avec Jacques Lagroye et Catherine Paradeise, mais je n'ai pas eu l'impression que ce que je disais était vraiment pris au sérieux. De toute façon, je ne cherchais pas à être soutenu : j'en avais marre. Je n'avais pas envie de rester plus.

### **Tu es parti après ?**

Oui, je suis parti à Montpellier.

### **Tu es parti pour tourner la page ? C'était un choix personnel ?**

Les deux. De toute façon, j'en avais marre du CERAT. Et puis j'avais envie de changer.

**Et ce séjour à Montpellier, tu en gardes quel souvenir ? Parce qu'il était bref finalement.**

Trois ans. C'était bien.

**Tu travaillais avec qui à Montpellier ?**

Avec Emmanuel Négrier, Jean-Pierre Gaudin qui venait d'arriver, Paul Allières et surtout Dominique Dammame... C'était un petit groupe. Le problème, c'est que c'était une équipe qui à l'époque était vraiment très petite, noyée dans une faculté de droit (CEPEL). Les grosses difficultés que j'ai eues, c'était peu de moyens, et les moyens au point de vue humain, c'était une véritable catastrophe. Là aussi, il y a eu une période de contrats. Dans l'aspect contrats, un des trucs importants, c'est que ça a pu me permettre de travailler très régulièrement avec des gens extérieurs au CERAT, ou même qui avaient des boîtes privées. Le truc sur la planification sociale, la première recherche a été faite avec un ami qui avait une boîte coopérative avec qui j'ai fait tous les entretiens, et qui était un ethnologue.

**C'était une sorte d'oxygène par rapport à la vie du labo.**

C'était une manière de mobiliser les gens extérieurs. J'ai fait travailler la femme de Claude Gilbert pendant un mois sur les personnes âgées. Ca peut être une ressource pour obtenir des collaborations que tu n'obtiendrais pas dans ton labo. C'est un contrepois à l'isolement provincial, parce que ça permet d'avoir des échanges plus ouverts.

**Il y a des inconvénients aussi à cette extériorisation ? Ou tu en tires seulement des bénéfiques ? Ils comprennent toujours bien ce que c'est que la logique de ton travail ?**

Moi j'ai eu plutôt des bonnes surprises au total. Il y a quand même une question de prudence dans les choix que tu fais.

**Tu te souviens plutôt des aspects positifs.**

Oui, à condition que ce soit des trucs limités. Parce que les gens qui sont dans une logique de bureau d'étude privé ne peuvent pas suivre. Quand il s'agit d'aller vers des publications, ils ne suivent pas, ils n'ont pas le temps, il faut qu'ils passent à autre chose. Donc ce sont des contributions ponctuelles.

**Tu as eu des contacts privilégiés avec des économistes sur le site grenoblois ou à l'extérieur ?**

J'ai eu des contacts plus intenses avec des économistes dans les années 1990, notamment avec ceux qui faisaient partie de l'école de la régulation. J'ai fait un travail sur le tournant néolibéral

avec Bruno Theret. Plusieurs économistes ont contribué régulièrement aux rencontres sur la recomposition de l'état contemporain, comme Frédéric Lordon, Dominique Finon.

### **Jamais ? Ta formation aurait pu te pousser...**

Non, pas du tout. Il y avait quelques types qui ont travaillé avec Lucien Nizard, mais pas tellement avec moi. A cette période-là, il y avait une dominante marxiste lourde chez les économistes. Marxiste un peu sectaire. Ils ne s'intéressaient pas trop à ce qu'on faisait. Sauf des gens comme Yves Barel. Les contacts que j'ai eus avec les économistes, c'était plus à Paris. Je pense à un type comme André Gauron qui se faisait appeler Granou à l'époque, qui était un militant CFDT plutôt radical et qui est devenu ensuite le conseiller de Pierre Bérégovoy et conseiller à la Cour des Comptes. Avec lui, on a eu des contacts fréquents à l'époque de Nizard.

**On n'a pas parlé de la mort de Nizard. Je sais qu'il a été atteint de folie dans ses dernières années, et qu'il a éprouvé de grosses difficultés personnelles, qu'il a fallu même gérer collectivement car il a fallu lui assurer une retraite. Tout cela s'est produit en dehors du CERAT il faudrait en parler avec Jean-Louis Quermonne...**

Il a été en congé maladie.

**Pour un double agrégé... Dans son pays, en Tunisie, puis ensuite en France, quelle trajectoire très singulière ! Il meurt en quelle année ?**

Moi, ce qui m'avait beaucoup frappé, c'est que quand il avait des crises pendant un moment, il retournait en Tunisie où sa mère était restée. Après la guerre du Golfe, ou la Guerre des Six jours, la situation des Juifs s'est de plus en plus durcie. Et sa mère est venue en France. Je pense que lui, c'était un exilé jusqu'au fond de ses racines. Son pays n'existait plus. C'était un militant communiste, voulant l'indépendance de la Tunisie. Mais cette Tunisie qui se fabriquait rejetait le juif de façon radicale. Et donc ça peut permettre de comprendre un certain nombre d'errements. C'était un type extrêmement pervers, très intelligent. Il s'était vanté d'avoir mis en dépression au moins trois psychanalystes, femmes, très séduisantes.

**Il y a eu aussi Arturo Montes Lara, comme autre exilé.**

Arturo Montes. C'était quand même la classe au-dessous. Il n'a jamais fréquenté le CERAT : il se sentait trop bien. C'était un élève de Jean Leca. Moi je l'ai connu dans le privé un peu : nos enfants se connaissaient. C'était un fils de patriciens, de grands bourgeois de Santiago. Pour le coup, il a enseigné en DEA mais je ne le vois pas du tout dans la configuration CERAT- recherche, lui.

**A partir des années 1990 à aujourd'hui, quels sont les points positifs et négatifs que tu vois dans l'évolution du labo ? Qu'est-ce que tu peux discerner comme enjeu en général ? Comment tu vois le labo aujourd'hui ? Car tu es l'un des rares à avoir une telle expérience : tu l'as connu dès le début, tu l'as vu grandir, se développer mais aussi se diviser, essaimer... Quels sont les enjeux essentiels aujourd'hui ? Les points de force, et peut-être aussi les points aveugles, les grands défis ?**

Du point de vue institutionnel, la grande régression, ça a été la désertion des enseignants. Pour des raisons que je ne connais pas bien. A partir du moment où il y a eu un certain nombre de gens qui ont été formés dans les politiques publiques, on a eu beaucoup moins besoin des chercheurs pour les enseigner : c'est logique. Il y a eu une sorte d'échanges faciles à faire qui a disparu.

**Ca s'est senti sur les débats à l'intérieur ?**

Là où les gens étaient complémentaires, ils deviennent concurrents.

**Oui, ça change un état d'esprit.**

Parce qu'il n'y a pas de querelles de place pour un certain nombre d'enseignements à une certaine époque. Il y a besoin de tout le monde.

**C'est lié aussi à l'évolution du DEA parallèlement, qui va puiser ses forces dans une autre structure de recherche.**

Sur la longue période, jusqu'à maintenant, on peut dire qu'il y a eu quelques périodes rares où les synergies sous-disciplinaires ont joué. A l'époque par exemple où Hugues Lagrange était là, quand je tombais sur un article qui avait des dimensions quantitatives (je ne connaissais rien aux théories quantitatives) et que je voulais m'en servir, j'allais le voir et je lui demandais : « Qu'est-ce que tu en penses ? » Il y avait des échanges, des conseils pratiques. Et réciproquement. Mais depuis que des gens comme Bruno Cautrès, Bernard Denni sont là, il y a eu des sollicitations nombreuses pour leur dire : « Ce serait intéressant que vous nous donniez des éléments sur l'attitude du citoyen ordinaire par rapport aux institutions, au politique... » Et ça a été un échec total. Quand j'ai essayé d'impliquer Dominique Labbé par rapport à la désyndicalisation, à la voir par rapport à un contexte de changement institutionnel, non plus : il a une vision très culturaliste, un peu gauchiste institutionnelle des syndicats. On n'y est pas arrivé. Je trouve que le chantier de la synergie à faire entre la sociologie politique sous ses différentes formes et l'action publique n'a pas tellement progressé.

**Mais avec l'arrivée des nouveaux : Philippe Warin, Olivier Mériaux, Yannick Barthe...  
Ce sont des gens qui sont formés, depuis longtemps eux, aux politiques publiques.  
C'est un profil nouveau par rapport à ce que tu as connu, toi. Des défricheurs...**

*C'est une histoire collective où je suis rentré dans les politiques publiques un peu par contrainte avec l'idée que ce qui m'intéressait, c'était plutôt la démocratie et le système politique. Je pense que de ce côté-là, je n'ai pas fait école. Ni Barthe, ni Warin, ni Mériaux ne sont centrés sur la dialectique entre régime politique et politique publique. Ce n'est pas leur sujet. Ils ont une spécialisation. Je crois qu'avec Mériaux, il y a une entrée de l'analyse des acteurs sociaux traditionnels dans les politiques publiques qu'il n'y avait pas avant. J'avais poussé aussi Olivier Giraud qui fait ça aussi.*

*Je ne suis pas sûr du grand tournant qui a été pris dans les années 1990 sur le passage à l'action publique, des politiques publiques aux actions publiques. J'aurais plutôt tendance à dire que ça a été une manière de se replier sur les dispositifs de politiques publiques plutôt que de progresser dans l'articulation entre politiques publiques, société et système politique. Je suis de moins en moins allé ici. Je n'ai jamais été très à l'aise, mais pour l'instant ça s'aggrave. Je pense que les grandes questions prospectives en matière de politiques publiques viendront de gens qui sauront faire le lien entre les approches empiriques des démocraties au concret et des approches théorisées de l'action de l'Etat et des autorités publiques. Ca, ce n'est pas sur l'agenda des travaux de recherche !*

**Tu le vois ailleurs, ce type d'entreprise intellectuelle ?**

*Il y a pas mal de gens du côté des institutionnalistes qui tirent plutôt du côté des rapports économie/société, qui ont une vision plus globale. Il y a des schématisations très courtes... Les gens se cherchent autour de la liaison. Le papier de Vivien Smith, par exemple, sur la réforme des Etats-Providence : elle essaye d'articuler des théories et des modèles simplifiés, en essayant de montrer que dans les démocraties de type majoritaire, il y a un modèle de coordination pour la réforme différent d'un autre, etc. C'est le genre de piste qui me semble en friche ici. C'est une vieille difficulté.*

**A quoi ça tient, cette impossibilité ?**

*Je crois qu'ils n'ont pas envie de le faire. Je pense qu'il y a un problème d'intégration. Intellectuellement, si on devait faire un bilan, je dirais que globalement les gens qui sont du côté politiques publiques sont beaucoup plus du côté d'un CSO mâtiné de Michel Callon et de l'Ecole des Mines que des héritiers d'une tradition plus globalisante, visant le politique plutôt comme une totalité qui était beaucoup plus dans les préoccupations de ceux qui m'avaient formé comme Jean Leca ou Lucien Nizard. Au total, la puissance des instruments d'analyse issus du CSO, quand on y ajoute des éléments discursifs comme chez Michel Callon ou des trucs du côté du référentiel, ça fait quelque chose qui marche. Mais dans tout ça, je ne retrouve pas une visée plus politique, articulant ça sur les notions de conflit, délibération, partis...*

**Mais cette part de l'héritage, est-ce que ce n'est pas, finalement, au CIDSP qu'elle se trouve ?**

*La vision globalisante ?*

**Non, l'héritage politique. Est-ce que la division des labos... ?**

*C'est une catastrophe, ça. Il n'y a pas d'héritage politique, car il n'y a pas du tout de recherche sur le système politique en tant que tel, que je sache.*

**Un peu sur les partis, au moins...**

*Qu'est-ce qu'il y a sur les partis ?*

**Sur les partis, il y a eu quelques travaux sur la structuration des partis en local, en municipal ; le lien entre partis et valeurs...**

*Oui, mais quand on pose des questions concrètes... Par exemple, ça aurait été intéressant que des spécialistes des partis viennent nous dire quelles sont les structures d'expertise à l'intérieur du PS, du RPR, et comment elles s'articulent éventuellement sur les cabinets. C'est plutôt nous qui l'avons fait les rares fois où ça s'est fait. Eux ne l'ont jamais fait.*

**Le schéma organisationnel n'est pas du tout le même. C'est toujours sur les représentations, les systèmes d'attitudes...**

*Oui, mais alors il faut d'abord rentrer dans un des rares trucs astucieux qui a été fait à Grenoble : un des travaux de Dominique Finon, qui est un économiste énergique, qui a montré comment juste avant de prendre le pouvoir Mitterrand avait organisé une segmentation de l'expertise au sein du PS avec des écologistes et Alain Touraine, une commission d'énergie qui était très EDF, un troisième groupe... Ce qui fait que quand il a voulu prendre le pouvoir, il avait toujours une solution légitime derrière lui, et qu'il l'a fait systématiquement.*

**Je fais un retour en arrière puisque tu me reparles de Mitterrand. Tout à l'heure, tu me disais que tu n'aimais pas du tout Mitterrand. Tu peux me dire pourquoi ?**

*Parce que un, je pense qu'il s'attribue le mérite d'une rénovation qui avait été largement amorcée avant son arrivée. Deux, c'est par une alliance un peu contre nature avec une extrême gauche catho et des grosses fédérations réac' qu'il a pris le pouvoir. Donc ce sont des méthodes un peu... Et puis il a introduit tout de suite un système monarchique de gouvernement, ne serait-ce que le « vous » : on ne se tutoyait plus. Je pense que le PS avait une mutation à faire pour devenir un véritable parti social-démocrate, et qu'il avait des hommes en son sein – des Delors, Bélorgey, Mauroy, Rocard – qui étaient capables de faire opérer cette véritable mutation qui aurait pu*

essayer de rechercher quels étaient les éléments d'une social-démocratie crédible en France. Toute la tactique de Mitterrand, ça a été de casser ce milieu de la deuxième gauche en morceaux en en choisissant certains, en s'opposant à d'autres, et en laissant Chevènement faire ses dégoisements gauchistes. Sa méthode de gouvernement a produit un appareil de faction et n'a pas favorisé la maturation d'une réflexion intégrant différents courants dans la pensée de gauche. Donc je lui en veux énormément.

**Ce que tu dis, ça fait écho avec les remarques que tu avais tout à l'heure sur le lien entre les conflits, la politique et les formes d'intervention de l'Etat. C'est vrai qu'il y a un lien direct qui est très rarement étudié. Comme si c'était illégitime de le faire, alors qu'on sait tout de même que c'est très réaliste de le constater.**

**Prenons maintenant quelques minutes pour revenir sur la question du lien entre les formes d'encadrement de la recherche que tu as pu observer toi dans le labo et le contexte politique, au sens des partenaires avec qui des relations étaient nouées, qu'ils soient administratifs, politiques, partis, syndicats, associations... On a vu des réseaux apparaître.**

Il y a une sorte d'exception française du point de vue du contrat. Dans tous les pays européens, quand on a un contrat, on recrute des doctorants et on les fait travailler en équipe. Quand on a un contrat, on monte une équipe et donc on peut être un entrepreneur scientifique. Et je trouve ça très bien. Actuellement, c'est impossible en France. On est repoussé vers une gestion entre la délinquance et la bureaucratie, qui va à l'encontre de l'activité de recherche.

**C'est lié au statut des chercheurs.**

Non. On pourrait très bien avoir un statut fixe pour un certain nombre de chercheurs qualifiés.

**Est-ce qu'on n'y revient pas un peu ? On voit revenir des formes de contractualisation au sein du CNRS.**

Non. On va faire des postes vacants qui ne sont pas liés à des projets. Donc on va être obligé de recruter des gens... L'idée qu'un chercheur qualifié peut être un entrepreneur scientifique n'est pas du tout valorisée par les institutions en France.

**Les entrepreneurs scientifiques font peur dans la tradition française.**

Moi j'ai fait des entretiens dans le domaine des sciences exactes : les seuls entrepreneurs étaient des gens qui pouvaient jouer sur trois ou quatre casquettes. Par exemple, le prof de médecine qui avait un labo au CEA, en biologie, des étudiants à l'INSERM et un service à l'hôpital. Là, chacune de ces institutions lui apportait ce que l'autre ne pouvait pas lui donner. Plusieurs laboratoires pharmaceutiques pouvaient mettre du lubrifiant là-dedans. Là, on en est loin ! Il faut être une sorte de délinquant à cheval sur plusieurs institutions pour pouvoir avancer. Autrement, on est

bloqué. La création de post-doc n'est pas faite dans l'esprit de dire : « Je vais donner à un jeune chercheur de 35 ans la possibilité de se créer une équipe. » C'est très frustrant. On est repoussé vers la recherche individuelle. On a d'énormes avantages, mais pas en équipe. Voilà.

**Et sur les réseaux politiques ? C'est-à-dire sur la manière dont certaines recherches ont pu contribuer à bousculer des évidences sur lesquelles étaient assises des interventions publiques, à donner prise à certaines revendications politiques particulières pour prendre en compte certaines fractions de la population, pour aménager certains équipements dans certains quartiers... Ca peut être aussi bien en amont qu'en aval.**

Du côté de la mairie de Grenoble, il y avait une très forte réticence à l'intrusion des chercheurs, sauf ceux qui étaient contrôlés par l'Institut d'urbanisme parce que l'adjoint au maire était PSU. Il y avait une grande méfiance vis-à-vis des gauchistes qui peuplaient l'université. Il n'y avait pas tellement d'estime. Ca a changé peut-être un peu après.

**Oui, parce que les gauchistes se sont faits plus rares.**

Oui, mais est-ce qu'il y a eu beaucoup de travaux à l'époque de Hubert Dubedout ? Moi, j'avais fait monter une opération d'évaluation des équipements culturels – dans le cadre des indicateurs sociaux. J'avais fait venir des gens comme Pierre Gaudibert. Ils ont dit des choses qui n'ont pas beaucoup plu. Ca n'a jamais été publié. Peut-être que ça a servi après, parce que Gaudibert est devenu directeur du musée. C'est un peu indirectement. Il faudrait voir des transmissions qui ont pu se faire via des gens comme René Rizzardo, observateur des politiques culturelles.

Pour moi, la position au niveau local a été moindre : je n'ai jamais eu l'impression d'avoir beaucoup de poids dans quoi que ce soit. Il y a eu un moment où j'ai un peu travaillé comme vacataire au Commissariat au Plan, à l'époque Marie-Thérèse Join-Lambert. Il y a des traces dans le IX<sup>e</sup> Plan sur les services collectifs qui sont reprises de notes que j'avais faites. Elle m'avait confié pour mission de voir si on pouvait définir une stratégie des services collectifs. Il faudrait pouvoir comparer des notes internes... J'ai travaillé un peu aussi dans l'évaluation du RMI.

**Jean Leca, par exemple, a travaillé sur l'évaluation de la formation professionnelle. Il a fait un gros truc dans les années 1992-93.**

Jean Leca était président du Comité d'évaluation. Je ne pense pas qu'il ait mené des évaluations lui-même sur quoi que ce soit. Il les avait dirigées. Il était au Conseil scientifique. Il y a Quermonne qui a joué un rôle d'évaluateur des universités.

**Tout à fait. J'ai lu plusieurs de ses rapports sur Paris I. Là, il avait fait un très gros boulot.**

*Je pense qu'on a eu un peu un travail indirect d'osmose avec un certain nombre de hauts-fonctionnaires avec qui on a été en contact. Ce qui fait que c'est très difficile de trouver un lien direct entre l'action politico-administrative et ce qu'on a pu déboiser. Ce qu'on a pu, c'est éventuellement influencer à la marge sur un certain nombre de hauts fonctionnaires qui travaillaient avec nous. Je pense à des gens comme de Lapparent, Bélorgey, Fournier qui avaient leur capacité de réflexion à eux mais pouvaient de temps en temps trouver des choses bonnes à prendre dans ce qu'on disait.*

***Oui, ça peut être aussi une influence indirecte. Même en international, car je pensais à quelqu'un comme celui qui avait fait sa thèse avec toi et qui est devenu chef de la planification régionale au Ministère de l'Intérieur. Par le biais de ces étudiants qui suivent une formation avec toi et qui ensuite se trouvent placés dans des responsabilités administratives, nécessairement il y a quelque chose qui passe. On ne sait pas comment, on ne sait pas où, mais ce sont des sensibilités, des manières de raisonner, des outils théoriques ou pratiques. Il en reste quelque chose.***

*Sur l'influence, il y a eu des travaux de Peter Wagner. La conclusion générale, c'est que l'influence des sciences sociales dans la décision publique tient moins à une expertise spécifique à un domaine particulier qu'à une transformation des critères généraux de vision, d'évaluation, de choix des gens. Que c'est ça qui est important. Une fois qu'on l'a dit, ça paraît de bon sens. Ce n'est pas forcément le chercheur qui est le plus près de la décision quotidienne qui aura le plus d'influence au fond. Ce qui est important, c'est peut-être d'avoir quelques mots qui disent quelque chose à des décideurs.*

***Des mots qui parlent !***

*Quand on avait travaillé sur le rôle du politique, on avait insisté dans ces travaux de prospective sur le fait que le politique jouait un rôle de garant de la cohésion sociale. S'il y avait à tracer un mot, je me dis qu'après quinze ans, on voit apparaître cette idée de cohésion sociale. Je ne suis pas sûr qu'on la trouve déjà dans les années 1970.*

***C'est l'approche de type systémique des fonctions de maintien de Parsons...***

*Non. Je crois que l'inspiration va du côté de gens comme Leca, soit marxiste, soit du côté de Balandier. Ce n'est pas forcément lié au système. Je pense que Balandier a eu une influence indirecte sur ces gens-là. On a travaillé sur des pays non-occidentaux. Il y a eu une filiation gramscienne, hégélienne du côté de Nizard, de dire qu'une société est traversée par des contradictions telles qu'il est nécessaire qu'il y ait un lieu extérieur à la société où se règlent ses conflits fondamentaux. Tout ça lié à l'idée gramscienne que les représentations les rapports de pouvoir sont aussi des relations symboliques. C'est plutôt l'idée de domination sociale et de régulation politique. De ce côté-là, je me sens complètement archéo, même si je pense que ces questions-là sont les bonnes questions.*

**Même si elles ne sont pas nécessairement posées aujourd'hui. L'approche est de plus en plus technicienne.**

Oui, mais ce qu'il y a de frappant, c'est qu'on voit bien que l'existence même d'un Etat, que ce soit dans les pays de l'Est, en Irak, etc. est un problème majeur. Et en même temps, quelle place ça a dans la théorie politique ? C'est un peu effarant ! Quels outils a-t-on pour comprendre pourquoi on arrive ou pas à créer un Etat en Irak, pourquoi il y a eu une involution totale de l'Argentine dans un gouffre... Et si la science politique ne fait pas ça, à quoi ça sert ? Je trouve qu'on est tristement OCDEisé.

[www.histoire-iepg.fr](http://www.histoire-iepg.fr)